

Conférence de Doha des producteurs de pétrole. Une étape historique ?

Le rendez-vous en vue du moment pour les économistes est pris à Doha pour dimanche prochain. Une conférence un peu exceptionnelle va se tenir, puisque le cartel de l'OPEP se trouve réuni avec de grands producteurs « non OPEP », la Russie pour l'essentiel. Face à l'effondrement des cours du baril - revenu de plus de 100 dollars en mai 2014 et de plus de 60 \$ il y a un an à une laborieuse stabilisation aujourd'hui dans la zone des 40 \$ - la mobilisation cherche à dépasser les clivages historiques, le rôle prépondérant de l'Arabie Saoudite, le poids géostratégique de la Russie. La réunion des plus importants producteurs de pétrole du monde – à la très notable exception des États-Unis – se veut une étape historique de l'histoire de l'or noir.

Un « surcartel » impressionnant ... sur le papier

La puissance de ce cartel étendu est grande sur le papier. Les adhérents de l'OPEP pèsent à hauteur de 36% dans la production mondiale de pétrole, l'Arabie Saoudite comptant pour 31% de ce quota. Les pays « non OPEP » sont très divers, les poids lourds que sont la Russie et les États-Unis produisent des niveaux proches de ceux de l'Arabie Saoudite, et on compte derrière eux le Brésil, la Chine, le Canada, la Norvège, le Kazakhstan, le Mexique. Les compagnies pétrolières de ces pays ne sont

pas soumises au pouvoir politique dans les mêmes proportions. Elles sont pour la plupart régies par des réglementations qui peuvent être très éloignées de celles de l'OPEP (Proche Orient + Algérie + Nigéria + Angola + Indonésie + Equateur + Venezuela). Au rendez-vous de Doha, il y a cependant théoriquement de quoi peser : les États-Unis produisent environ 43 millions de baril par jour alors que le surplus par rapport à l'offre est estimé à un million de barils/jour par l'Agence Internationale de l'Énergie.

Pour le moment, aucun changement de stratégie de la part des producteurs

Le constat est à atténuer dès le départ. Les données du mois de mars montrent une grande stabilité de la politique de production des pays qui vont se réunir. En mars, le total OPEP a progressé de 0,6 % du fait de l'Iran et de l'Irak alors que l'Arabie Saoudite reste sur une stratégie strictement stable. La Russie affiche une progression de 0,3%, et atteint son plus haut niveau depuis 30 ans.

On ne peut pas dire que la réunion « historique de Doha » soit préparée par quelque chose de neuf du côté des pays appelés. La tendance d'une offre globale supérieure à la demande se confirme ainsi. La progression estimée de cette demande de 1,7 million de barils/jour cette année (pour atteindre 95,7 mb/j) est coiffée par l'inflexion

de la croissance mondiale. En face, malgré une légère baisse de la production « non OPEP » (essentiellement les pétroles de schiste nord-américains), on est sur une progression globale de l'offre de 800.000 à 1 million de barils/jour. Pour aboutir à cet excès de l'ordre du million en moyenne sur l'exercice 2016.

La demande de pétrole progresse, l'offre monte plus vite

Cette réalité d'un marché déséquilibré qui pèse sur les cours n'est donc en rien liée à une baisse de la consommation, et pas en particulier de la part de la Chine. Cette consommation mondiale ne sera pas en repli cette année pas plus qu'elle ne l'a été en 2015, l'année de la grande chute des prix du brut. La question du commerce international, celle de la croissance chinoise ne sont pas centrales. Simplement, les investissements de production réalisés sur la base d'une croissance mondiale qui s'est infléchie depuis, et la géopolitique (retour et montée en puissance de l'Iran et de l'Irak, guerre froide entre les États-Unis et la Russie) ont durablement installé une nécessité de (sur)production.

Le cartel de producteurs est-il une solution pour endiguer la baisse ? En tout cas, chacun sait que cela a été le cas dans le passé, plus de 40 ans après le premier choc pétrolier. Mais on a aussi vu sur la période que cela est loin de marcher à tous les coups. Aujourd'hui, les besoins des pays producteurs ne permettent pas d'envisager une nette réduction de l'offre. Les budgets publics de l'ensemble (et singulièrement des monarchies du Golfe), les balances des paiements (et leurs effets sur les changes), les amortissements des dettes contractées (pour financer les capacités de production ou par les États) sont là. Cela va durer.

L'objectif du gel des productions ne pourra pas tenir

Le sommet de Doha se donne comme objectif d'obtenir des participants un gel de leurs mises sur le marché. Ce n'est pas facile d'y croire, sauf grosse surprise d'une coopération de l'Iran à un assèchement de l'offre. Son ministre du pétrole a d'ailleurs prévenu que, s'il se rendait au Qatar dimanche, sa présence restait soumise à un vide éventuel dans son agenda. Participant « s'il a le temps », on le voit mal rompre dans la stratégie de conquête de parts de marché que mène le pays face au géant Saoudien. L'OPEP est très loin d'être un bloc.

La détermination actuelle de la monarchie de Riyad à pousser les cours à la hausse laisse d'ailleurs dubitatif. La pause dans la lutte pour les parts de marché face à l'Iran ne peut sans doute pas être durable. On remarque surtout qu'après avoir poussé le brut à la baisse pour marginaliser la production des pétroles de schiste américains, son revirement mettant fin à la guerre des prix semble surtout de façade et, en tout cas conjoncturel.

La conclusion probable : un constat d'impuissance

Au total, le caractère historique du sommet de Doha risque de se résumer à un constat d'impuissance pour mettre en place un soutien artificiel des cours du pétrole par les producteurs. La nécessité d'amortir les surcapacités de tous ordres, mais aussi la souplesse de l'industrie du schiste américain fixent des limites et la question semble surtout de savoir si la fourchette d'évolution du baril (de Brent) entre 35 et 45 dollars va tenir.